

La dette française frôle les 3 000 milliards d'euros

Selon l'Insee, la dette française a atteint 2 950 milliards d'euros fin 2022. L'endettement demeure une épée de Damoclès pour l'exécutif, alors que les dépenses publiques vont continuer à croître pour financer notamment la transition environnementale.

Par Elsa Conesa et Audrey Tonnelier

Publié le 28 mars 2023 à 08h16, modifié le 21 avril 2023 à 15h41 • Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



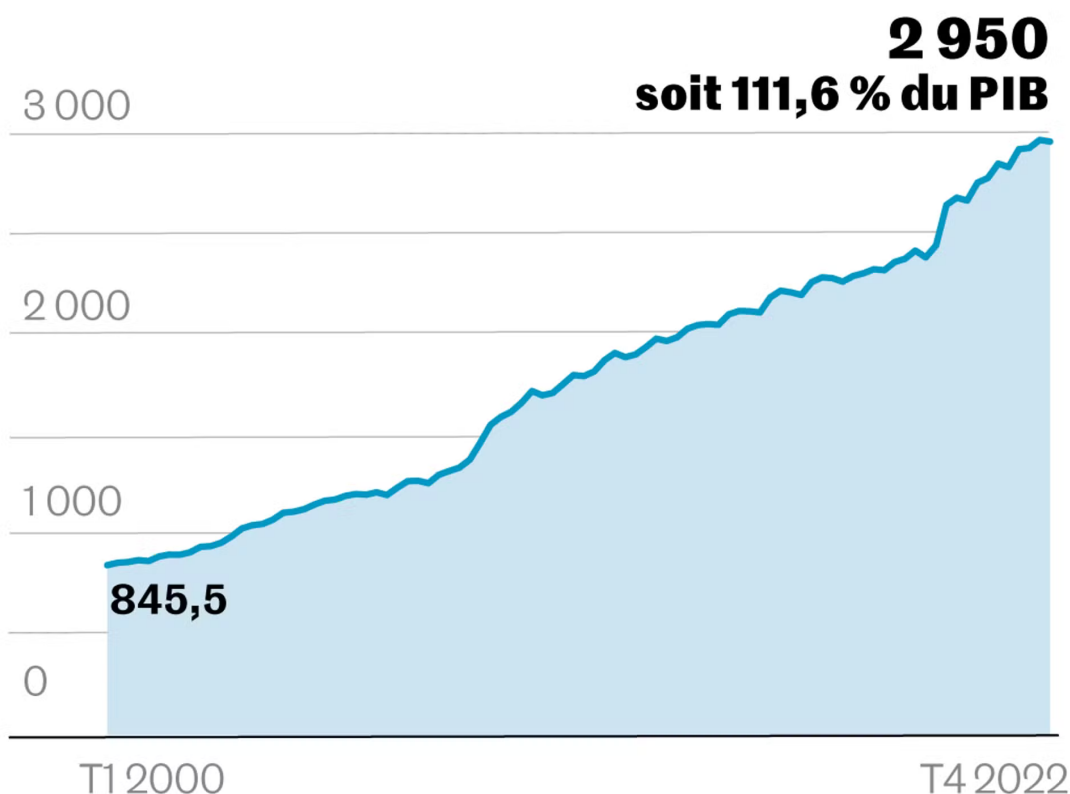
Le ministre de l'économie et des finances, Bruno Le Maire, lors d'une séance de questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, à Paris, le 21 mars 2023.

EMMANUEL DUNAND / AFP

Les douze zéros ont été évités de peu. Mais la dette publique tricolore tutoie le seuil spectaculaire des 3 000 milliards d'euros. Selon les données de l'Insee publiées mardi 28 mars, elle est restée contenue à 2 950 milliards d'euros à fin 2022, soit 111,6 % du produit intérieur brut (PIB), en léger recul par rapport au troisième trimestre. Grâce à un rebond continu des recettes fiscales, dopées par l'inflation, le déficit 2022, lui, ressort un peu meilleur qu'attendu : 4,7 % du PIB quand le gouvernement attendait 5 %.

« Les chiffres de l'Insee pour l'année 2022 confirment la bonne tenue de la croissance française et donc de nos recettes fiscales, notamment l'impôt sur les sociétés, a réagi le ministre de l'économie, Bruno Le Maire. Notre stratégie reste la même : améliorer la croissance de la France pour diminuer la dette et maîtriser nos dépenses. »

Dette au sens de Maastricht, en milliards d'euros, par trimestre



Source : Insee • Infographie : Le Monde

Une dette approchant la barre des 3 000 milliards d'euros peut-elle alarmer dans un contexte d'accoutumance généralisée à la dette ? « Dans notre baromètre de novembre 2022, la réduction de la dette publique arrivait dans les dernières priorités des sondés, ne devant que la lutte contre le Covid et l'Union européenne », constate Frédéric Dabi, directeur général de l'IFOP. Les centaines de milliards d'euros dépensés par l'Etat face à la crise sanitaire, puis l'inflation, ont « montré qu'on peut vivre avec la dette », résume le sondeur. Signe selon lui de ce désintérêt, « l'argument macroéconomique n'a pas porté pour justifier la réforme des retraites, alors qu'il était très présent lors du report de l'âge à 62 ans, en 2010 ».

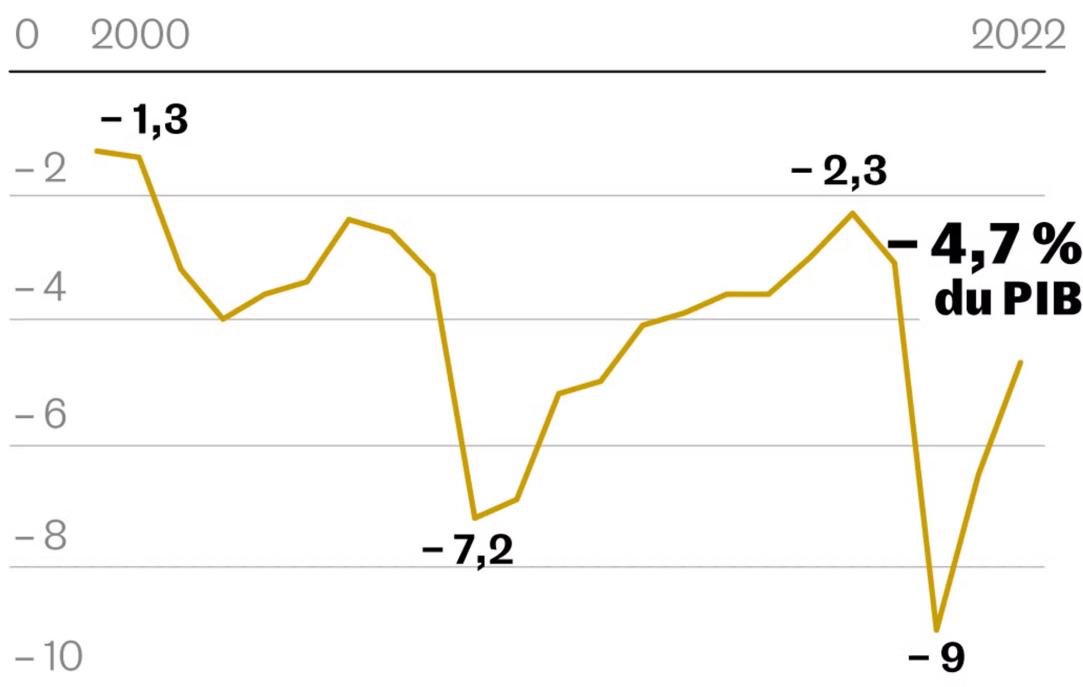
Agences de notation pas convaincues

L'indifférence de l'opinion et d'une partie de la classe politique pour le sujet préoccupe néanmoins Bercy, qui voit les taux d'intérêt flirter de plus en plus souvent avec les 3 % depuis la fin 2022, alors que la France empruntait encore en terrain négatif un an plus tôt. La charge de la dette devrait frôler les 52 milliards d'euros en 2023, en hausse de plus de 12 milliards sur un an, selon le projet de loi de finances 2023, en faisant le deuxième poste de dépenses après l'éducation nationale.

Lire aussi : [Le taux d'intérêt de la dette française au plus haut depuis neuf ans](#)

« Notre dette avait subi un choc important avec la crise de 2008, puis elle a continué à gonfler avec la crise du Covid et celle de l'énergie, rappelle Mathieu Plane, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques. Entre 2020 et 2023, 300 milliards d'euros ont été injectés dans l'économie. L'Etat a joué le rôle de pompier et d'amortisseur de crise mais, à un moment, la trajectoire de déficit va bel et bien être contrainte. »

Déficit public, en % du PIB



Source : Insee • Infographie : *Le Monde*

Emmanuel Macron le sait, qui a fixé comme horizon aux finances publiques un objectif de déficit de 3 % du PIB en 2027, et une diminution de la dette à partir de 2026. « *Je considère qu'en l'état les risques financiers, économiques sont trop grands* », a-t-il même assuré, jeudi 16 mars, pour justifier le recours à l'article 49.3 afin de sécuriser l'adoption de la réforme des retraites. Pas de quoi convaincre les agences de notation : avant même la recrudescence de la contestation, Moody's jugeait, jeudi, que le procédé allait « *rendre difficile l'adoption de futures réformes* » tandis que l'agence Fitch craignait qu'il ne limite « *la capacité du gouvernement à mettre en œuvre des politiques visant à réduire la dette publique* », en raison des « *tensions politiques et des troubles sociaux qui l'accompagnent* ». Car, du point de vue des finances publiques, la réforme des retraites ne suffira pas pour atteindre les objectifs que la France s'est fixés vis-à-vis de Bruxelles, qui rétablira en 2024 les règles budgétaires suspendues depuis le Covid.

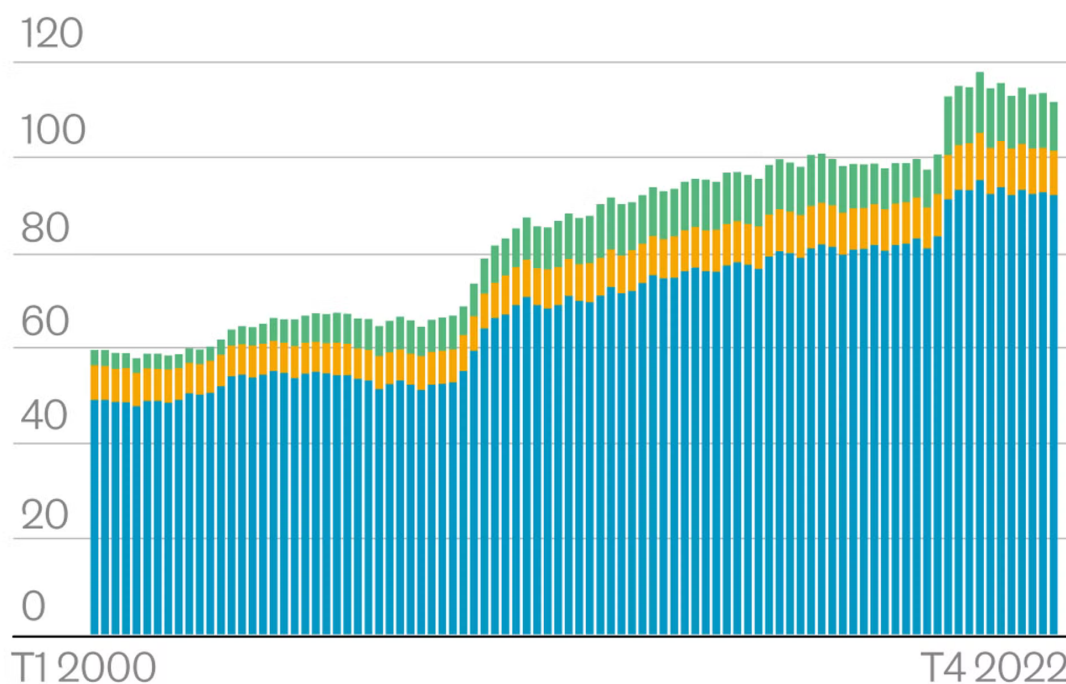
Lire aussi le décryptage : [Réforme des retraites : Macron justifie le 49.3 en invoquant des « risques financiers trop grands »](#)

« On ne produit pas assez et redistribue trop »

Dans la loi de programmation des finances publiques, Paris a promis de ramener la croissance moyenne de la dépense publique en volume à 0,6 % d'ici à 2027 contre... 1,2 % entre 2018 et 2022 (hors effet de l'extinction des mesures d'urgence et de relance). Un sacré coup de frein, alors que l'exécutif entend continuer à dépenser. « *On doit investir dans nos services publics, notre école, notre santé, on ne peut pas prendre cet argent pour le mettre sur les retraites !* », a rappelé le chef de l'Etat lors de son intervention télévisée, mercredi 22 mars.

Dette des administrations publiques au sens de Maastricht par sous-secteur, en % du PIB, par trimestre

■ Etat ■ Collectivités locales ■ Sécurité sociale



Source : Insee • Infographie : *Le Monde*

S'ajoutent « 60 milliards à 70 milliards d'euros supplémentaires par an » pour la transition énergétique, de l'aveu même de Bruno Le Maire, dans un entretien au *Journal du dimanche*, en janvier – un montant qui mêle investissements publics et privés. La loi de programmation militaire annoncée début 2023 prévoit quant à elle de consacrer plus de 400 milliards d'euros à la défense jusqu'en 2030.

Lire aussi : [Réforme des retraites : la posture sécuritaire d'Emmanuel Macron face au mouvement social](#)

Alors, comment faire ? Hors de question d'augmenter les impôts, prévient d'emblée Bruno Le Maire. « La politique de l'offre est la seule réponse efficace » au « problème structurel » français, a-t-il répété, lundi 27 mars, lors d'un échange avec des journalistes, à savoir « le fait qu'[on] ne produit pas assez et redistribue trop ». Pour garantir « la prospérité nationale », la dépense publique doit augmenter moins vite que la création de richesses. Une revue des dépenses publiques devant aboutir pour le budget 2024 a donc été lancée par Bercy, afin d'économiser « plusieurs milliards d'euros », promet le ministre. Objectif : « s'assurer que la dépense publique va au bon endroit, avec de bons résultats ». Des consultations ont déjà été engagées avec les collectivités locales, avant des « assises » prévues fin mai sous l'égide de Matignon.

« Il faut parler des niches fiscales »

Bruno Le Maire entend combiner ce chantier avec un objectif de verdissement de l'industrie, qui fera l'objet d'un texte dans les prochaines semaines. Dans le viseur : les « dépenses brunes » – celles qui subventionnent les énergies fossiles –, mais aussi les aides aux entreprises, la formation professionnelle, la masse salariale des collectivités locales, la politique du logement, ou encore certaines dépenses sociales, comme les indemnités journalières versées aux salariés en arrêt de travail. Des réflexions ont aussi été engagées pour évaluer si l'Etat peut prêter plutôt que subventionner. Au total, une dizaine de chantiers ont été lancés pour identifier des gisements

d'économies potentielles.

Bercy espère mobiliser l'ensemble du gouvernement et des élus autour de cet objectif, rappelant que la droite a bloqué l'adoption de la loi de programmation des finances publiques en 2022. « C'est évidemment un sujet important, mais il ne s'agit pas de débattre de la dette en soi. Il faut un débat politique sur les orientations stratégiques : plutôt que des assises de la dépense, des Etats généraux de la nation », corrige le député (Les Républicains, LR) du Lot Aurélien Pradié, fer de lance de l'opposition d'une partie de son camp à la réforme des retraites. Pour le député La France insoumise (LFI) de Seine-Saint-Denis Eric Coquerel, président de la commission des finances de l'Assemblée, « la dette ne doit pas être le sujet qui va permettre une cure d'austérité. Si on aborde le sujet, il faut aussi parler des niches fiscales pour les plus riches ».

Lire aussi : [Jean Pisani-Ferry : « Contrairement à une légende tenace, les marchés ne demandent pas l'austérité, mais la clarté »](#)

Un avertissement qui résonne jusque dans la majorité, où certains militent déjà pour corriger les montages fiscaux qui permettent d'échapper légalement à la taxation du capital. « Les Etats se sont entendus au niveau international pour un impôt sur les sociétés minimum, explique une cadre de la majorité. Il faut la même réflexion au niveau national et international sur les très gros patrimoines. » D'autres refusent un discours « punitif » sur la dépense publique. « Elle est essentielle pour relever les défis qui nous attendent, à commencer par la transition écologique et les services publics, rappelle le député (Renaissance) de Paris David Amiel, qui coordonna le programme d'Emmanuel Macron à la présidentielle de 2022. Si on s'y intéresse, c'est justement pour allouer les fonds de manière plus efficace. »

Elsa Conesa et Audrey Tonnelier

Le Monde Ateliers

Découvrir

La Nuit de la Géopolitique

Comprendre les bouleversements en cours.

Cours du soir

La nuance mode d'emploi - Saison 2

Atelier d'écriture

« Écrire sur soi, écrire le monde » avec Chloé Delaume

Voir plus